

SÉNAT DE BELGIQUE

SESSION EXTRAORDINAIRE DE 1995

2 AOÛT 1995

Proposition de résolution relative aux droits et aux devoirs des journalistes

(Déposée par MM. Verreycken et Ceder)

DÉVELOPPEMENTS

1. Le périodique *Journalistes* d'octobre 1993 esquisse plusieurs axes de réflexion qui méritent toujours notre attention :

a) *La sélection et le traitement de l'information doivent être le fait de journalistes professionnels, dans le respect strict des règles contenues dans la « Déclaration des devoirs et des droits des journalistes » adoptée par la Fédération internationale des journalistes (F.I.J.).*

b) *L'indépendance des journalistes doit être réelle vis-à-vis de tous les pouvoirs, qu'ils soient politiques ou commerciaux.*

c) *Pour produire une information complète, qui tienne compte de tous les publics, toutes les techniques journalistiques doivent pouvoir être mises en œuvre.*

d) *Il est indispensable de doter les rédactions d'un statut qui leur offre un minimum de garanties et de protection professionnelles, pour préserver l'indépendance des journalistes et la qualité de leur travail.*

2. Le 23 juin 1993, un protocole « Aide à la presse » a été signé, d'une part, par le Gouvernement flamand et, d'autre part, par les éditeurs de journaux et d'hebdomadaires (U.B.E.J. et F.N.H.I.), l'association des journalistes (A.G.J.P.B.) et la direction de Belga.

BELGISCHE SENAAT

BUITENGEWONE ZITTING 1995

2 AUGUSTUS 1995

Voorstel van resolutie inzake de journalistieke rechten en plichten

(Ingediend door de heren Verreycken en Ceder)

TOELICHTING

1. In het tijdschrift *De Journalist* (oktober 1993) worden enkele denksporen uitgetekend, die nog steeds aandacht verdienen :

a) *Informatie moet gekozen en behandeld worden door beroepsjournalisten, die de regels naleven uit de « Verklaring van rechten en plichten van journalisten », zoals aanvaard door de Internationale Federatie van Journalisten (I.F.J.).*

b) *Tegenover alle instanties, openbare of commerciële, moet een daadwerkelijke journalistieke onafhankelijkheid bestaan.*

c) *Het verstrekken van volledige informatie, rekening houdend met alle lagen van het publiek, is slechts mogelijk wanneer alle journalistieke technieken kunnen worden ingezet.*

d) *De redacties hebben nood aan een statuut dat een minimum aan waarborgen en beroepsbescherming inhoudt, om de zelfstandigheid van de journalisten en de kwaliteit van hun werk te behouden.*

2. Op 23 juni 1993 werd een protocol « Steun aan de pers » ondertekend door enerzijds de Vlaamse Regering, anderzijds de dag- en weekbladuitgevers (B.V.D.U. en N.F.I.W.), de journalistenbond (A.V.B.B.) en de directie van Belga.

Ce protocole restera en vigueur jusqu'en 1997; il prévoit, outre la réunion de l'ancienne aide à l'expansion, de l'aide à la presse d'opinion, des cotisations à une pension complémentaire des journalistes et des frais de séjour au Centre international de presse, la création d'une nouvelle A.S.B.L.: «*Stichting voor de Vlaamse Pers*».

Cette A.S.B.L. voit le jour grâce à l'apport de 2 millions d'aide publique et peut aussi compter sur 33 millions en provenance de la Communauté flamande, destinés à la formation des journalistes.

Simultanément, la même autorité était prête à débourser 19 millions de francs pour un contrat avec Belga et s'engageait à placer dans des quotidiens et des hebdomadaires des annonces pour lesquelles 140 millions étaient réservés.

Néanmoins, ladite A.S.B.L. est qualifiée «d'organe indépendant», alors qu'on attend également de la presse qu'elle soit indépendante à l'égard du pouvoir qui la subventionne. Au vu des axes de réflexion en matière d'«indépendance» des journalistes, il est assurément légitime de froncer les sourcils, étant donné qu'il est quasiment certain que le pouvoir politique ne pourra pas résister à la tentation de confier aux bénéficiaires de ces «largesses» des missions corroborant le système qu'il a mis en place.

C'est ce qui est déjà ressorti du message en provenance du cabinet Dehaene, lorsque l'affaire des dessous-de-table d'Agusta a commencé à faire des vagues. On y demandait aux amis de la presse d'adopter un comportement «responsable». Ce qui, fort heureusement, n'a pas empêché la plupart des journalistes d'examiner de fond en comble les dossiers Agusta et d'en informer les Flamands.

3. L'indépendance recherchée — dont il y a lieu de se réjouir — a déjà été assombrie par la prise de position politisée de 68 journalistes de la B.R.T.N. Dans un prétendu *Appel aux hommes politiques démocratiques*, ceux-ci ont demandé d'écartier les nationalistes du conseil d'administration de la B.R.T.N. Voici, en effet, des extraits de cet appel: «Le conseil d'administration est constitué sur la base des résultats électoraux. Les membres sont nommés par le Conseil flamand, en fait, sur présentation des partis politiques. L'objectif de cette représentation était démocratique: l'institut public de radiodiffusion et télévision devait être le reflet fidèle de la communauté. Depuis le 24 novembre 1991, il est devenu clair que ce principe démocratique ne joue plus.» (*Traduction.*) En d'autres termes, ce n'est pas l'électeur, mais le journaliste qui détermine qui est démocratique. Ceux qui se soumettent au moins tous les quatre ans à des élections démocratiques sont jugés moins démocratiques que les journalistes (nommés à titre définitif?) de la B.R.T.N., qui disent le droit et qui, dans leur appel, dénoncent encore le fait que «la direction de l'institut d'émission est écrasée sous une avalanche de ques-

Dit protocol loopt tot 1997, en voorziet, naast de bundeling van vroegere expansiesteun, opinieperssteun, bijdragen aan een bijkomend journalistenpensioen en I.P.C.-verblijfskosten, ook in de oprichting van een nieuwe V.Z.W.: «*Stichting voor de Vlaamse Pers*».

Deze Stichting wordt opgericht met 2 miljoen overheidssteun, en kan ook rekenen op 33 gemeenschapsmiljoenen voor de opleiding van journalisten.

Tegelijk had dezelfde overheid 19 miljoen frank veil voor een Belgacontract en verbond zij zich tot het plaatsen van advertenties in dag- en weekbladen, waarvoor 140 miljoen werd gereserveerd.

Toch wordt de «*Stichting*» omschreven als «een onafhankelijk orgaan», terwijl ook van de pers onafhankelijkheid wordt verwacht t.o.v. de onderhoudende overheid. In het licht van de journalistieke denksporen inzake «zelfstandigheid» is het fronsen van wenkbauwen hierbij zeker gewettigd daar de politieke overheid haast zeker de verleidning niet zal kunnen weerstaan om systeembevestigende opdrachten te verstrekken aan de «geldhorigen».

Dit bleek alvast uit de boodschap die vertrok van het kabinet Dehaene, toen de Agusta-smeergeldzaak begon uit te deinen. Hierin werd aan de persvrienden gevraagd zich «verantwoordelijk» op te stellen. Wat gelukkig de meeste journalisten er niet van weerhield om de Agusta-dossiers grondig uit te spitten, en de Vlamingen erover te informeren.

3. De nagestreefde — toejuichbare — onafhankelijkheid werd alvast overschaduwed door de gepolitiseerde opstelling van 68 B.R.T.N.-journalisten. In een zogenaamd «Appel aan de democratische politici» vroegen zij om nationalisten te weren uit de Raad van Bestuur van de B.R.T.N. Immers, aldus uittreksels uit het appèl: «De raad van bestuur wordt samengesteld op basis van de verkiezingsuitslagen. De leden worden benoemd door de Vlaamse Raad, in feite op voordracht van de politieke partijen. Het doel hiervan was democratisch: de openbare omroep moet een getrouwe afspiegeling zijn van de gemeenschap. Sedert 24 november 1991 is duidelijk geworden dat dit democratisch principe niet meer werkt». M.a.w. niet de kiezer maar de journalist bepaalt wie democratisch is. Degenen die zich minstens vierjaarlijks aan democratische verkiezingen onderwerpen, worden minder democratisch geacht dan de rechtsprekende (vastbenoemde?) B.R.T.N.-journalisten, die in hun appèl ook nog aanklagen dat «de leiding van de omroep wordt bedolven onder een lawine van parlementaire vragen van leden van diezelfde partij». Waarmee deze journalisten zich niet

tions parlementaires de membres de ce même parti». (*Traduction.*) Non seulement ces journalistes s'arrogent de la sorte un droit à l'autorité et à la parole concernant le pacte culturel, qui impose le respect de chaque groupe idéologique, mais en outre, ils estiment pouvoir fouler aux pieds le droit de contrôle parlementaire, lequel est pourtant l'une des rares possibilités démocratiques offertes aux élus.

Face à cette prise de position autoritaire (totalitaire?) qui sape leur propre profession, il ne suffit pas de froncer les sourcils. On peut assurément renvoyer à l'avis relatif à la déontologie des journalistes en dehors du service (K. Rimanque), joint aux prescriptions, usages et recommandations en matière d'informations radiodiffusées et télévisées. Ce document, que tous les journalistes de la B.R.T.N. sont censés prendre pour ligne de conduite, dit notamment ceci: «Un journaliste ne peut toutefois pas soutenir publiquement une action en lui donnant un grand retentissement (...) lorsqu'elle poursuit un objectif au sujet duquel l'opinion publique est manifestement divisée.» (*Traduction.*) Ou, plus loin, par référence au droit pénal: «L'outrage envers les titulaires d'une fonction (...) peut, selon les circonstances, être considéré comme un manquement au devoir de loyauté ou comme une atteinte à la dignité de la fonction; elle porte également préjudice à la crédibilité de l'objectivité de l'information.» (*Traduction.*)

Les trois éléments précités, à savoir les appels à l'indépendance des journalistes lancés par les associations professionnelles, les tentatives des pouvoirs publics visant à enrégimenter les vecteurs de l'information et la politisation manifeste des journalistes du secteur audiovisuel public me semblent constituer autant de raisons suffisantes pour tenter d'arrêter quelques directives déontologiques. À tout le moins un axe de réflexion basé sur les différentes tentatives émanant du monde journalistique lui-même.

Loin de moi l'idée de vouloir réduire le journaliste à un simple «commis-rapporteur», auquel tout point de vue personnel serait refusé. Au contraire! Pourtant, chaque journaliste, du moins s'il se prévaut de son indépendance, devra tracer une ligne de démarcation entre le travestissement systématique — condamnable — de l'information aux couleurs de son propre parti et la recherche objective du fond des choses, laquelle ne saurait être confondue avec la recherche sélective de preuves à l'appui de la vérité que l'on prône personnellement.

Un extrait de l'article 19 de la Déclaration universelle des droits de l'homme (Nations unies, 10 décembre 1948) est édifiant: «Tout individu a droit à la liberté d'opinion et d'expression, ce qui implique le droit de ne pas être inquiété pour ses opinions». Les «commentateurs» partiaux qui, par exemple, font systématiquement des nationalistes des suspects et

enkel gezags- en gezegsrecht aanmatigen over het Cultuurpact dat respect oplegt voor elke ideologische groep, maar meteen ook brandhout menen te kunnen maken van het parlementaire controlerecht. Nochtans een der weinige democratische mogelijkheden die aan de verkozenen worden geboden.

Bij deze autoritaire (totalitaire?) eigen-beroeps-ondergravende opstelling past méér dan wenkbrauwengefrons. Hierbij kan zeker worden verwezen naar het «advies over de deontologie van de journalisten buiten de dienst» (K. Rimanque), toegevoegd aan de «Voorschriften, gebruiken en aanbevelingen inzake Radio- en T.V.-berichtgeving». Dit document, dat alle B.R.T.N.-journalisten geacht worden tot leidraad te nemen, zegt o.m. «Een journalist mag evenwel niet openbaar met ruime weerklank een actie ondersteunen (...) wanneer deze een doel nastreeft waarover de publieke opinie duidelijk is verdeeld». Of verder, verwijzend naar het Strafrecht: «Smaad jegens ambtsdragers (...) kan naar omstandigheden aanzien worden als een tekortkoming aan de plicht tot loyauteit of als een aantasting van de waardigheid van het ambt; zij schaadt ook de geloofwaardigheid van objectiviteit van de informatie.»

Deze drie inleidingen: de oproepen tot journalistieke onafhankelijkheid vanwege de beroepsverenigingen, de pogingen tot overheidsinkapseling van informatie-overbrengers, en de klaarblijkelijke politisering van de openbare, audio-visuele nieuws-«duiders» leken me aanleidingen genoeg te zijn om een poging te ondernemen tot het opmaken van enige deontologische richtlijnen. Minstens van een denkrichtlijn, die gestoeld is op de verschillende pogingen die vanuit de journalistenwereld zelf werden ondernomen.

Waarbij het allerminst mijn bedoeling is om de journalist te ontwaarden tot een loutere «weergaveklerk» die elke eigen visie ontzegd is. Integendeel! Toch zal elke journalist, alvast hij die zich beroeft op onafhankelijkheid, een scheidslijn moeten trekken tussen het verwerpelijke systematische bijkleuren van informatie met de eigen partijkleur en het objectieve zoeken naar achtergronden; dit laatste mag niet worden verward met de selectieve speurtocht naar bewijzen ter ondersteuning van de vooropgestelde eigen waarheid.

Een uittreksel uit artikel 19 van de Universele Verklaring van de rechten van de mens (V.N., 10 december 1948) is duidelijk: «Een ieder heeft recht op vrijheid van mening en van uiting van zijn mening, wat het recht insluit niet verontrust te worden omwille van zijn meningen». Bevooroordeelde nieuws-«duiders» die bijvoorbeeld stelselmatig

appellent même à leur exclusion de la collectivité où règne la liberté d'opinion, trahissent les objectifs des auteurs de la déclaration précitée. Exprimer librement son opinion (sans inquiéter les minorités idéologiques) doit constituer la norme et non l'exception. La liberté d'expression ne peut pas être soumise à l'arbitrage des commentateurs de l'information; elle doit au contraire être défendue par les journalistes. Seuls les droits des mineurs peuvent justifier une limitation, comme l'a d'ailleurs souligné l'Assemblée parlementaire du Conseil de l'Europe au cours de sa session du 26 au 30 juin 1995: «Si elle réaffirme que la liberté d'expression est un des principaux droits de l'homme, l'Assemblée n'en estime pas moins qu'une restriction de cette liberté peut se justifier par la nécessité de protéger d'autres droits et libertés, notamment ceux des enfants.»

En outre, la présente proposition de résolution ne peut absolument pas être interprétée dans le sens d'une tentative de restreindre la liberté du journaliste. Néanmoins, il peut être opportun de définir des normes de référence, en vue de prévenir la mainmise sur l'information. Le parti pris teinté de subjectivité ne peut être une caractéristique du journaliste, pas plus qu'une manipulation consciente de l'information. En effet, lecteurs, auditeurs et spectateurs doivent garder la possibilité de se faire une opinion souverainement, sur la base des informations fournies.

Le Sénat peut définir ce devoir moral d'objectivité en établissant des normes directrices, par l'adoption d'une résolution ayant force d'avis.

La possibilité de subordonner les subventions des pouvoirs publics à l'acceptation du code de conduite ci-dessous ne peut se concrétiser que par des lois ou des décrets. Nous avons toutefois cru devoir opter pour la voie de la résolution, parce que les pouvoirs législatif et décretal pourront y trouver une incitation à engager d'abord un dialogue avec le secteur considéré. C'est ce que propose également l'Assemblée parlementaire du Conseil de l'Europe (au cours de sa session du 26 au 30 juin 1995 à Strasbourg): «L'Assemblée recommande au Comité des ministres d'inciter les associations professionnelles du monde des médias à établir des règles de conduite comportant les principes déontologiques qui doivent guider les professionnels dans leur travail.»

Commentaire du code de conduite proposé

Article premier

Être objectif: «se limiter aux faits, sans être influencé par ses propres sentiments ou par des préju-

nationalisten verdacht maken en zelfs oproepen tot hun uitsluiting uit de meningsvrije samenleving, verminden de doelstellingen van de opstellers. Vrije meningsuiting (en geen verontrusting van ideologische minderheden), moet de norm zijn en geen uitzondering. Vrije meningsuiting mag niet worden onderworpen aan de arbitrage van nieuwsduiders, maar moet worden verdedigd door nieuwsgaarders. Enkel de rechten van onmondigen kunnen een beperking rechtvaardigen, zoals trouwens onderstreept werd door de Parlementaire Vergadering van de Raad van Europa, tijdens haar zitting van 26 tot 30 juni 1995: «Ofschoon zij de vrijheid van meningsuiting opnieuw bevestigt als een van de belangrijkste mensenrechten, is de Vergadering toch van mening dat een beperking van die vrijheid verantwoord kan worden door de noodzaak andere rechten en vrijheden beschermd te zien, onder meer die van kinderen.»

Ten overvloede: onderhavig voorstel van resolutie mag allerminst worden geïnterpreteerd als een poging tot beperking van de journalistieke vrijheden. Toch kan houvast-biedende normgeving aangewezen zijn om inpalming van nieuwsduiding te voorkomen. Subjectieve vooringenomenheid kan geen journalistieke eigenschap zijn. Net zomin als doelbewuste informatie-manipulatie. Lezers, luisteraars, kijkers, moeten immers de mogelijkheid behouden om zich soeverein een mening te vormen, aan de hand van verstrekte informatie.

De Senaat kan deze morele objectiviteitsplicht omschrijven, aan de hand van een richtinggevende normering, door middel van een resolutie met kracht van advies.

De mogelijkheid tot het afhankelijk maken van overheidssubsidie van de aanvaarding van onderstaande gedragscode kan enkel bij middel van wetten of decreten. Wij meenden echter de weg van de resolutie te moeten kiezen omdat de wet- en decreetgever daarin een aansporing kan vinden, om allereerst met de betrokken sector zelf een gesprek aan te gaan. Dit wordt ook voorgesteld door de Parlementaire Vergadering van de Raad van Europa (in zitting te Straatsburg van 26 tot 30 juni 1995): «De Vergadering beveelt het Comité van ministers aan de beroepsverenigingen van de mediawereld ertoe aan te zetten gedragsregels op te stellen die de deontologische beginselen bevatten waardoor beroepsmensen zich bij hun werk moeten laten leiden.»

Verantwoording bij de voorgestelde gedragscode

Artikel 1

Objectief: «zich bepalend tot de feiten, niet beïnvloed door eigen gevoel of door vooroordelen»

gés» (dictionnaire Van Dale — *Traduction*). Journalistes publics: «les médias et leurs collaborateurs qui font appel aux deniers de l'ensemble de la collectivité afin de pouvoir accomplir leur mission.»

Article 2

Le commentaire consiste à expliquer, à situer, à placer certains faits dans leur contexte actif et passif, et ce sans la moindre prise de position. L'expression d'une opinion consiste à donner un avis, à expliquer des faits dans un certain sens, selon un point de vue déterminé, suivant une vision bien définie. («Prescriptions en matière d'information à la B.R.T.N.» — *Traduction*).

Article 3

Le terme «offensants» doit être interprété en l'espèce de manière très stricte. Des textes ou des émissions ne sont pas offensants pour une conviction lorsqu'ils sont soumis à un examen critique ou lorsqu'on avance une opinion personnelle divergente.

Article 4

«La première victime de la guerre est la vérité», dit un vieux dicton. Le journaliste subjectif qui se prétend objectif auprès du consommateur d'informations candide ouvre lui aussi la voie au travestissement de la vérité. En soulignant avec pédanterie que l'on a parfaitement raison — argument qui figure dans la plupart des répliques à tout droit de réponse — on en arrive à un usage abusif et déloyal de son propre média et on vide de sa substance le droit de parole et de réponse.

Le journaliste consciencieux attachera assurément de l'importance à la rectification d'informations qui se sont avérées inexactes. Il donnera également aux personnes ou associations qu'il a mises en cause la possibilité de faire connaître leur point de vue.

Article 5

Extrait de la «déclaration de principe sur la conduite des journalistes» (18^e congrès mondial de la Fédération internationale des journalistes, Helsingör, 1986):

1. Respecter la vérité et le droit que le public a de la connaître constitue le devoir primordial du journaliste.

2. Conformément à ce devoir, le journaliste défendra, en tout temps, le double principe de la liberté de rechercher et de publier honnêtement l'information, du commentaire et de la critique et le droit au commentaire équitable et à la critique loyale.

(Van Dale). Openbare nieuwgaarders: «de media en hun medewerkers die op gelden van de ganse gemeenschap aanspraak maken, ten einde hun taak te kunnen vervullen.»

Artikel 2

Duiding is het uitleggen, het situeren, het in zijn actieve en passieve context plaatsen van bepaalde feiten, en zulks zonder enige stellingname. Opiniëring is het geven van een opinie, het uitleggen van feiten in een bepaalde richting, volgens een bepaald standpunt, volgens een bepaalde visie (Voorschriften inzake B.R.T.N.-berichtgeving).

Artikel 3

«Beledigend» moet hier zeer strikt worden opgevat. Het is niet beledigend voor een overtuiging wanneer deze aan een kritisch onderzoek wordt onderworpen, of wanneer een eigen — afwijkende — mening wordt geopperd.

Artikel 4

«Het eerste slachtoffer van de oorlog is de waarheid» stelt een oud gezegde. Ook de subjectieve journalist die zich als objectief bij de argeloze nieuwsconsument aandient, is een voorbereider van waarheidsaantasting. Het pedante benadrukken van het eigen grote gelijk, dat meestal wordt neergepend in de replieken bij elk recht van antwoord, komt neer op een unfair misbruik van het eigen medium, en van de uitholling van het woord en wederwoord-recht.

De gewetensvolle nieuwsgaarder zal er zeker belang aan hechten dat onjuist gebleken informatie wordt rechtgezet. Hij zal ook personen of verenigingen die hij besprak een kans geven om hun visie kenbaar te maken.

Artikel 5

Uittreksel uit de: «Declaration of Principles of the Conduct of Journalists» (18e wereldcongres van de Internationale Federatie van Journalisten, Helsingör, 1986):

1. Respect for truth and for the right of the public to truth is the first duty of the journalist.

2. In pursuance of this duty, the journalist shall at all times defend the principles of freedom in the honest collection and publication of news, and of the right of fair comment and criticism.

3. Le journaliste ne rapportera que les faits dont il/elle connaît l'origine, ne supprimera pas les informations essentielles et ne falsifiera pas de documents.

C'est celui qui reçoit l'information ou qui la recherche, plutôt que le journaliste, qui doit évaluer ce qui est précisément «essentiel». C'est pourquoi l'autocensure pour des raisons politiques, idéologiques ou philosophiques est à proscrire.

Article 6

Deuxième extrait de la déclaration de la F.I.J.:

4. Le journaliste n'utilisera que des moyens équitables pour obtenir des informations, des photographies et des documents.

5. Le journaliste s'efforcera par tous les moyens de rectifier toute information publiée et révélée inexacte et nuisible.

6. Le journaliste gardera le secret professionnel concernant la source des informations obtenues confidentiellement.

Article 7

Troisième extrait de la déclaration de la F.I.J.:

7. Le journaliste prendra garde aux risques d'une discrimination propagée par les médias et fera son possible pour éviter de faciliter une telle discrimination, fondée notamment sur la race, le sexe, les mœurs sexuelles, la langue, la religion, les opinions politiques et autres et l'origine nationale ou sociale.

La règle de conduite qui précède ne peut assurément pas être conçue comme un blanc-seing autorisant l'autocensure, en vue de prévenir une «discrimination». Elle doit, au contraire, être lue comme un appel à une information complète.

Les conversations entre l'autorité (ministres,...) et les journalistes lors desquelles sont exercées des pressions pour inciter ces derniers à taire certaines informations qui situent l'affaire, sont donc contraires à la mission de véridicité, ainsi qu'à celle de non-discrimination. En effet, celui qui cherche à s'informer ne peut pas non plus être victime d'une discrimination du fait que des données lui sont refusées en raison de conceptions politico-dogmatiques.

Article 8

Voici en traduction un extrait de «IOTA», le bulletin d'information de la fondation néerlandaise «*Stichting voor Publiekvoorziening over Wetenschap en Techniek*» (juin/juillet 1993): «Les journalistes scientifiques contribuent dans une large mesure

3. The journalist shall report only in accordance with facts of which he/she knows the origin. The journalist shall not suppress essential information or falsify documents.

Wat precies «wezenlijk» is, dient eerder door de nieuwsontvanger, de nieuwszoeker, te worden beoordeeld dan door de nieuwsgaarder. Zelfcensuur om politieke, ideologische of filosofische redenen is daarom uit den boze.

Artikel 6

Tweede uittreksel uit de «Declaration» van de I.F.J.:

4. The journalist shall use only fair methods to obtain news, photographs and documents.

5. The journalist shall do the utmost to rectify any published information which is found to be harmfully inaccurate.

6. The journalist shall observe professional secrecy regarding the source of information obtained in confidence.

Artikel 7

Derde uittreksel uit de «Declaration» van de I.F.J.:

7. The journalist shall be aware of the danger of discrimination being furthered by the media, and shall do the utmost to avoid facilitating such discrimination based on, among other things, race, sex, sexual orientation, language, political or other opinions and national or social origins.

Het bovenstaande kan zeker niet worden opgevat als vrijbrief tot zelfcensuur, teneinde «discriminatie» te vermijden. Het moet daarentegen worden gelezen als een oproep tot volledigheid bij de informatie.

«Drukkingsgesprekken» tussen overheid (ministers...) en journalisten, teneinde bepaalde situerende informatie te verwijgen, zijn dus strijdig met de opdracht tot waarheidstrouw, en, eveneens met de opdracht tot non-discriminatie. Ook een nieuwszoeker mag immers niet worden gediscrimineerd doordat hem gegevens worden onthouden omwille van een politiek-dogmatische visie.

Artikel 8

Uit «IOTA», nieuwsbrief van de Stichting voor Publiekvoorziening over Wetenschap en Techniek (juni/juli 1993): «De wetenschapsjournalisten dragen in belangrijke mate bij aan desinformatie van het publiek door op grote schaal veronderstellingen als

à la désinformation du public, en présentant sur une grande échelle des hypothèses comme des faits établis et en opérant un choix partial entre des hypothèses contradictoires (A.C. de Goederen).»

On peut très bien prendre à titre d'exemple ces commentateurs d'informations scientifiques parce que, dans ce domaine, bon nombre de journalistes n'attendent pas qu'il y ait un consensus entre hommes de science.

Il va de soi que ce raisonnement s'applique également à tous les autres domaines de l'information, dans lesquels des hypothèses ne peuvent pas davantage être présentées comme des faits établis. La prise en considération des différents points de vue et opinions concernant un sujet traité exclut toute sélectivité unilatérale, et ce tant dans le choix des personnes interrogées que pour ce qui est des sources indiquées comme faisant autorité.

«Si, lors d'une émission, des représentants de différents courants d'opinion doivent intervenir, le responsable est tenu de veiller à ce que son choix soit équilibré et véritablement représentatif. Au cas où, pour une raison valable (absence, refus, etc.), une tendance ne pourrait pas être représentée, les auditeurs ou téléspectateurs doivent en être avertis explicitement.» (Extrait des «Prescriptions en matière d'informations à la B.R.T.N. — Traduction.») Nous estimons à coup sûr pouvoir généraliser cette prescription comme axe de réflexion à l'usage des différents médias.

Article 9

«Les différentes forces qui tentent d'exercer leur emprise sur l'information sont, entre autres: les gouvernements, les partis, les entreprises et les actionnaires. L'un des aspects fondamentaux de l'éthique journalistique est constitué par la relation que les journalistes entretiennent avec le monde de l'économie. Des liens peuvent apparaître entre eux deux, de par la pression que certains acteurs économiques tentent d'exercer sur les journalistes et les médias.» (J. Lesourne, directeur du journal *Le Monde*, d'après un article du quotidien *De Morgen* du 28 juillet 1993) (Traduction).

Article 10

«On ne peut demander aux journalistes de se mettre en dehors de leur communauté, mais ils doivent se souvenir que la fidélité à leurs règles professionnelles constitue le meilleur service qu'ils puissent rendre à celle-ci.» (Mia Doornaert, Johannesburg 1991.) (Traduction.)

«En Grande-Bretagne, les excès de la presse à sensation ont entraîné la prise de mesures visant à limiter la liberté de la presse. Chez nous aussi, des

feiten voor te stellen en door een bevoordeerde keuze te doen uit tegenstrijdige veronderstellingen (A.C. de Goederen).»

Hier kunnen best deze wetenschappelijke nieuwsbesprekers ter illustratie geroepen worden, omdat inzake wetenschappelijke voorlichting nogal wat journalisten niet wachten op wetenschappelijke consensus.

Uiteraard is deze denkwijze ook op alle andere nieuwsterreinen toepasbaar. Ook daar kunnen veronderstellingen niet als feiten worden voorgesteld. Aandacht voor de verschillende visies en meningen over een behandeld onderwerp, sluit eenzijdige selectiviteit uit. Dit zowel bij de keuze van ondervraagden, of als gezaghebbend aangekondigde bronnen.

«Als er bij een uitzending vertegenwoordigers van verschillende opiniestromingen aan bod moeten komen, behoort de verantwoordelijke erop te letten dat zijn keuze evenwichtig en echt representatief is. Als er om een geldige reden (afwezigheid, weigering, enz.) een strekking niet zou kunnen vertegenwoordigd zijn, moeten de luisteraars of kijkers daar explicet van verwittigd worden» (Uitreksel uit Voor-schriften inzake B.R.T.N.-berichtgeving). Waarbij ik meen dit voorschrift zeker als denkrichtlijn te mogen veralgemenen naar de verschillende media toe.

Artikel 9

«Verschillende krachten die de informatie in hun greep trachten te krijgen zijn onder meer: regeringen, partijen, bedrijven en aandeelhouders. Eén van de fundamentele aspecten van de journalistieke ethiek wordt gevormd door de relatie die journalisten onderhouden met mensen uit de economie. Tussen beide kunnen banden ontstaan door de druk die sommigen onder hen op journalisten en media trachten uit te oefenen.» (J. Lesourne, directeur van *Le Monde* , volgens *De Morgen* van 28 juli 1993).

Artikel 10

«Aan journalisten kan niet gevraagd worden buiten hun gemeenschap te gaan staan, maar ze moeten zich herinneren dat trouw aan hun professionele regels de beste dienst is die ze hun gemeenschap kunnen bewijzen.» (Mia Doornaert, Johannesburg 1991.)

«In Groot-Brittannië hebben de tabloid-jongens het ernaar gemaakt dat er maatregelen komen om de persvrijheid aan banden te leggen. Ook bij ons gaan

voix s'élèvent en faveur d'un contrôle plus vigilant des faits et gestes du quatrième pouvoir de la démocratie.» (Luc Demullier, *Het Volk*, 3 mai 1993.) (*Traduction.*)

Article 11

«Toutes les questions qui préoccupent le grand public, ou même une petite minorité, doivent pouvoir être posées; aucun sujet n'est tabou, pas même ceux qui pourraient gêner les détenteurs du pouvoir.» «Nul n'est à même de présenter objectivement des choses qu'il ne connaît qu'à moitié, voire pas du tout. C'est pourquoi les informations d'un journaliste sont toujours incomplètes, car il a affaire à une matière qui évolue constamment.» (Extrait des prescriptions en matière d'information à la B.R.T.N.) (*Traduction.*)

Article 12

«Pas plus qu'un journaliste de la B.R.T.(N.) ne peut compromettre la crédibilité d'une information objective et impartiale, un collègue travaillant pour un journal engagé ne peut mettre en cause publiquement la crédibilité de cet engagement. Lorsque quelqu'un ne souhaite plus respecter les servitudes propres à une fonction déterminée, il se produit une situation d'incompatibilité qui, selon les circonstances, peut justifier des mesures disciplinaires et même peut et doit entraîner la rupture du contrat de travail.» (Extrait de «*Advies over de deontologie van de journalisten buiten de dienst*», K. Rimanque.) (*Traduction.*)

La confiance quasiment aveugle qu'a celui qui reçoit l'information dans la neutralité du journaliste ne peut être déçue. La prise de position faite par le journaliste à l'occasion d'une intervention publique en dehors de sa mission d'information peut assurément préjudicier à cette confiance.

*
* *

Considérations finales

La demande d'une charte déontologique pour les journalistes a déjà été exprimée à plusieurs reprises. Les diverses références figurant dans le commentaire des articles de la présente proposition de résolution démontrent que des tentatives louables ont été faites. À ce jour, elles n'ont toutefois pas été regroupées, pas plus qu'une obligation de consultation n'a été imposée aux journalistes des différents médias. Néanmoins, il y a lieu de leur demander de prendre comme règles de conduite les tentatives d'établissement de normes, que nous avons regroupées dans la présente proposition. Cela pourrait finalement amener les journalistes eux-mêmes à considérer comme indigne d'eux le fait de rechercher le sensationnel à tout prix.

er stemmen op om nauwlettender het doen en laten van de vierde macht van de democratie in de gaten te houden.» (Luc Demullier, *Het Volk*, 3 mei 1993.)

Artikel 11

«Alle vragen die leven bij het brede publiek of zelfs bij een kleine minderheid moeten gesteld kunnen worden; geen enkel onderwerp is taboe, zelfs indien dit onderwerp hinderlijk zou zijn voor machthebbers.» «Niemand is bij machte een objectieve voorstelling te geven van zaken die hij maar half of helemaal niet kent. Daarom is een journalist nooit volleerd. Hij heeft immers te maken met een materie die bestendig evolueert.» (Uittreksels uit Voorstellen inzake B.R.T.N.-berichtgeving.)

Artikel 12

«Evenmin als een journalist van de B.R.T.(N.) de geloofwaardigheid in het gedrang mag brengen van de objectieve en onpartijdige berichtgeving, mag een collega, werkzaam bij een geëngageerde krant, de geloofwaardigheid van dit engagement in het openbaar in opspraak brengen. Wanneer iemand de dienstbaarheden eigen aan een bepaalde functie niet langer wenst na te komen, ontstaat een situatie van onverenigbaarheid, die naar omstandigheden disciplinaire maatregelen kan wettigen en zelfs de beëindiging van de dienstbetrekkingen tot gevolg kan en mag hebben.» (Uittreksel uit «*Advies over de deontologie van de journalisten buiten de dienst*», K. Rimanque.)

Het, bijna blindelingse, vertrouwen van een nieuwsontvanger in de ongebondenheid van de nieuwsgaarder mag niet worden beschaamd. Het partij-kiezen ter gelegenheid van een openbaar optreden buiten de verslaggevingstaak kan zeker schadelijk zijn voor dit vertrouwen.

*
* *

Slotbedenking

De vraag naar een deontologisch handvest voor journalisten werd reeds meermaals geuit. De verschillende verwijzingen, in deze toelichting bij de artikelen van dit voorstel van resolutie, tonen aan dat lofwaardige pogingen werden ondernomen. Deze werden evenwel tot vandaag niet gebundeld, noch werd inzageplicht opgelegd aan de nieuwsgaarders uit de verschillende media. Toch moet hen worden gevraagd de pogingen tot normering — in dit voorstel gebundeld — als leidraad te nemen. Dit zou uiteindelijk ertoe kunnen leiden dat de journalisten zelf het «pulpgraven» als minderwaardig gaan beschouwen.

Notre crainte initiale de paternalisme ou d'ergotage d'inspiration politique, si cette charte est proposée par les hommes politiques, n'a plus de raison d'être, puisque l'adoption d'une résolution équivaut à donner un avis.

Subsist toutefois à l'évidence la constatation que la présente résolution ne peut être crédible que si les hommes politiques eux-mêmes se trouvent prêts à jouer la transparence. Même lorsqu'il s'agit de passer au crible leurs propres activités; même en cas de révélation d'éventuelles malversations (le plus souvent financières) de membres de leur parti. Ce n'est qu'à ce moment-là que la collectivité obtiendra ce à quoi elle a droit: des élus ou des hommes politiques serviables et des journalistes dont l'honnêteté est manifeste.

«En dehors des milieux médiatiques, des voix s'élèvent pour soumettre les médias à des règles déontologiques strictes. C'est surtout le monde politique qui œuvre dans ce sens (...). La télévision et, en suivant l'exemple de celle-ci, d'autres médias pratiquent bel et bien le journalisme de révélation. Mais cette pratique est, pour une large part, détestable. Elle est tout à fait étrangère à un véritable travail de recherche des faits qui sont intolérables dans une société saine. Dans notre pays, où la publicité de l'administration prête à rire, tout est fait pour entraîner à l'extrême la moindre ébauche de recherche journalistique. Avant de se mêler des affaires d'autrui, les politiciens feraient bien de balayer devant leur porte. Les affaires malodorantes s'accumulent derrière la cloison pour ainsi dire étanche de l'obligation de silence et de secret (...). Cela taraude une société démocratique basée sur les droits et les devoirs.» (Lou De Clerck dans le journal *De Standaard* du 2 novembre 1993.) (*Traduction.*)

«Les plus déconcertés sont les journalistes qui, d'une manière honnête et professionnelle, ont révélé des situations suspectes. Ils sont accusés de faire la chasse aux scandales. Ils sont gênés dans leur travail. Leurs archives sont saisies. Dans les milieux judiciaires, on rappelle qu'un journaliste n'a pas le droit de se taire. Il n'existe effectivement aucune loi autorisant le journaliste à protéger ses sources. Mais le journaliste qui sait peut être dans l'obligation d'écrire. Transmettre des informations ou ébruiter des indiscretions peut se justifier lorsque le silence équivaut à une complicité. Le journaliste n'est plus au-dessus des lois — pas plus que la police, la magistrature et les milieux politiques —, mais il est tenu d'informer la société le plus complètement possible des infractions à la loi et des affaires qui lèsent l'intérêt général.» (Manu Ruys dans le journal *Het Nieuwsblad* du 7 juillet 1995.) (*Traduction.*)

Mijn aanvankelijke vrees voor bevoogding, voor politiek geïnspireerde betutteling, indien dit handvest door politici wordt voorgesteld, blijft niet overeind bij het raadgevende karakter van een resolutie.

Toch blijft zeker de vaststelling dat deze resolutie enkel geloofwaardig kan zijn, indien de politici zelf bereid worden gevonden om openheid te betrachten. Zelfs bij het napluizen van de eigen activiteiten; ook bij het openbaren van de mogelijke (meestal financiële) malversaties van partijgenoten. Enkel dan zal de samenleving krijgen waar ze recht op heeft: dienstbare stemhouders of politici, en herkenbaar eerlijke verslaggevers.

«Buiten de mediakringen (gaan) stemmen op om de media aan strenge deontologische spelregels te onderwerpen. Vooral de politici sturen daarop aan. (...) Er wordt op het T.V.-scherm en in navolging in sommige media wel degelijk aan onthullingsjournalistiek gedaan. Maar veel daarvan is braaksel. Met echt speurwerk naar feiten die in een gezonde samenleving niet door de beugel kunnen heef het niets te maken. In dit land, waar openbaarheid van bestuur een scherts is, wordt alles ondernomen om elk begin van journalistiek speurwerk uitermate te bemoeilijken. Alvorens in andermans tuin te wieden zouden de politici er goed aan doen in eigen boezem te kijken. Achter het zo goed als waterdichte scherm van de zwijgplicht en de geheimhouding stapeelen de stinkende potjes zich op. (...) Dat knaagt aan een democratische samenleving die op rechten en plichten is gebouwd.» (Lou De Clerck in *De Standaard* van 2 november 1993.)

«Het meest aangeslagen zijn de journalisten die, eerlijk en professioneel, verdachte toestanden hebben blootgelegd. Zij worden ervan beschuldigd op schandalen te azen. Zij worden gehinderd in hun werk. Hun archief wordt in beslag genomen. In gerechte kringen wordt eraan herinnerd dat een journalist geen zwijgrecht heeft. Er bestaat inderdaad geen wet die de journalist machtigt zijn bron te beschermen. Maar de journalist die weet, kan een schrijfplicht hebben. Nieuws brengen of indiscreties doen lekken kan verantwoord zijn, wanneer zwijgen neerkomt op medeplichtigheid. De journalist staat niet langer boven de wet — de politie, de magistratuur en het politieke milieu evenmin — maar hij dient de maatschappij zo volledig mogelijk te informeren over wetsovertredingen en zaken die het algemeen belang schaden». (Manu Ruys in *Het Nieuwsblad* van 7 juli 1995.)

Wim VERREYCKEN.

*
* *

*
* *

PROPOSITION DE RÉSOLUTION

Le Sénat recommande aux rédactions de la presse professionnelle et aux journalistes professionnels d'adopter comme ligne directrice de leurs activités le code de conduite ci-après.

Article premier

Les informations données par l'(les) institut(s) public(s) de radiodiffusion ou télévision doivent être impartiales. À moins qu'une dénomination, un titre ou un sous-titre d'une publication ou d'un média audiovisuel ne précise le caractère partial du point de vue, un devoir d'objectivité lie tous les médias qui dépendent de l'ensemble de la collectivité par des subventions des pouvoirs publics.

Lorsqu'un institut public de radiodiffusion ou télévision laisse s'exprimer des points de vue partisans ou des personnes étrangères audit institut, la partialité doit être soulignée par une annonce ou un sous-titre.

Art. 2

Le commentaire des informations fait partie de la mission du journaliste impartial. Toutefois, l'expression d'une opinion ne peut se faire que par ceux dont la subjectivité est discernable par celui qui reçoit les informations.

Art. 3

Les textes ou les émissions ne peuvent être contraires ni aux lois et/ou aux décrets, ni aux bonnes moeurs. Ils ne peuvent mettre en danger l'ordre public et ne seront pas offensants pour les convictions d'autrui. Ils ne compromettront pas le droit à la protection de la vie privée, si ce n'est pour des raisons fondées, liées au devoir d'information.

Art. 4

Seule la confrontation du droit de parole et du droit de réponse pourra servir la vérité. C'est pourquoi ce dernier sera garanti, non pas pour la simple raison de sa légalité, mais aussi dans le but de rechercher la vérité, sans manœuvres évasives ni répliques pontifiantes. La rectification spontanée des informations qui se seront révélées inexactes honorera le journaliste, et la véridicité s'en trouvera renforcée.

Art. 5

Celui qui cherche à s'informer a droit à la vérité. Si la discréction, justifiée du point de vue éthique, ou

VOORSTEL VAN RESOLUTIE

De Senaat adviseert de redacties van de beroepsopers en de beroepsjournalisten onderhavige gedragscode tot richtsnoer voor hun activiteiten te aanvaarden.

Artikel 1

De berichtgeving van de openbare omroep(en) dient onpartijdig te zijn. Tenzij benaming, titel of titel-onderchrift van een publikatie of audio-visueel medium de partijdige situering verduidelijkt, is een objectiviteitsplicht van kracht voor alle nieuwsmedia die afhankelijk zijn van de volledige gemeenschap, middels overheidsondersteuning.

Wanneer een openbare omroep partijdige standpunten, of niet bij de omroep betrokkenen aan het woord laat, dient door aankondiging of onderschrift de partijdigheid te worden onderstreept.

Art. 2

Het duiden van informatie behoort tot de opdracht van de onpartijdige journalist. Het opiniëren evenwel kan enkel gebeuren door degenen die in hun subjectiviteit herkenbaar zijn voor de nieuws-ontvanger.

Art. 3

Teksten of uitzendingen mogen niet strijdig zijn met wetten en/of decreten, noch met de goede zeden. Zij mogen de openbare orde niet in gevaar brengen, en zullen niet beledigend zijn voor andermans overtuiging. Zij zullen het recht op bescherming van de persoonlijke levenssfeer niet, tenzij met zeer gegronde redenen van informatieplicht, in het gedrang brengen.

Art. 4

Waarheid kan enkel gediend zijn met de confrontatie van woord en wederwoord. Daarom zal het recht van antwoord, niet louter omwille van de wetskracht ervan, maar ook omwille van het waarheidszoeken, zonder ontwikkelingsmanoeuvres en zonder belerende replieken worden gewaarborgd. De spontane rechttetting van fout gebleken informatie zal de journalist sieren, en de waarheidsgrouwheid niet ondergraven.

Art. 5

De nieuws-zoeker heeft het recht op de waarheid. Waar ethisch verantwoorde discretie het belang van

l'intérêt des bonnes mœurs peuvent soumettre la publication de certaines représentations ou de certains textes à des restrictions que le journaliste s'imposera spontanément, il n'en reste pas moins que le droit à la vérité — le droit, pour leur destinataire, de recevoir toutes les informations essentielles — doit animer le journaliste sans la moindre réserve.

Art. 6

La véridicité que l'on attend d'un journaliste se reflétera également dans la manière dont il obtient ses informations et peut garantir la protection de ses sources.

Art. 7

Le journaliste doit être conscient du fait que des informations sélectives concernant, notamment, le sexe, la race, le statut social, les croyances ou les convictions politiques peuvent engendrer une discrimination. S'il dispose d'informations de ce genre, il ne pourra ni les accentuer de manière exagérée et systématique, ni les taire systématiquement pour des raisons idéologiques ou politiques.

Art. 8

Des mobiles humains, tels que le sensationnalisme et la satisfaction personnelle, ne peuvent pas non plus laisser les journalistes impassibles. La création d'une actualité factice, par un intérêt exagéré pour les actions sensationnelles ou par une sélectivité unilatérale dans le choix des interlocuteurs, vide le devoir d'information de sa substance. Pour prévenir toute suspicion de parti pris, l'on traitera toujours les différentes hypothèses lors de la diffusion d'information.

Art. 9

Les médias seront, eux aussi, sensibles à la loi de l'offre et de la demande et aux phénomènes économiques récursifs. Pourtant, l'indépendance des médias et des journalistes doit rester la préoccupation majeure et ils doivent y tendre par tous les moyens.

Art. 10

La liberté de la presse est un droit garanti, qui caractérise la démocratie. Seule une prise de position, justifiée sur le plan déontologique, de la part des journalistes professionnels peut prévenir d'éventuelles atteintes à la liberté de la presse. Ils rejeteront donc scrupuleusement la désinformation, c'est-à-dire la relation des faits inexacts, trompeurs, voire mensongers.

de goede zeden, de publikatie van sommige afbeeldingen of teksten aan zelf-opgelegde beperkingen kan onderwerpen, dient nochtans het waarheidsrecht — het recht van de nieuws-ontvanger op alle wezenlijke informatie — onverkort de nieuwsgaarder te beziehen.

Art. 6

De waarheidsgrouwheid die van een journalist wordt verwacht, zal zich ook weerspiegelen in de wijze waarop hij informatie verwerft en bronbescherming kan waarborgen.

Art. 7

De journalist dient zich bewust te zijn van het feit dat het selectieve verstrekken van gegevens over o.m. geslacht, ras, sociale status, geloof of politieke overtuiging, kan leiden tot discriminatie. Wanneer hij over dergelijke gegevens beschikt zal hij ze noch overdreven en systematisch benadrukken, noch systematisch verzwijgen om ideologisch-politieke redenen.

Art. 8

Menselijke bewegredenen zoals sensatiedrang en persoonlijke genoegdoening kunnen ook journalisten niet onberoerd laten. Het scheppen van een schijnactualiteit door overdreven aandacht voor sensationele acties, of door eenzijdige selectiviteit bij de keuze van gesprekspartners, vormt een uitholling van de informatieplicht. Om elke verdenking van vooringenoemheid te voorkomen, zullen bij voorlichtingsinformatie steeds de verschillende veronderstelling worden behandeld.

Art. 9

De wetten van vraag en aanbod, economische wetmatigheden, zullen ook nieuwsmedia beroeren. Toch moet de onafhankelijkheid van media en van journalisten hoofdbekommernis blijven, en door hen met alle mogelijkheden worden nagestreefd.

Art. 10

Vrijheid van pers is een gewaarborgd recht, kenmerkend voor de democratie. Enkel een deontologisch verantwoorde opstelling vanwege beroepsjournalisten kan mogelijke aanslagen op de persvrijheid voorkomen. Onjuiste, misleidende, zelfs leugachtige desinformatie zal dus door hen angstvallig worden geweerd.

Art. 11

À la lumière du droit moral de la collectivité à l'information, tous les sujets doivent pouvoir être discutés. Il convient néanmoins de contrôler la conformité de ce droit à des droits de la personnalité tout aussi légitimes, comme le droit à l'image ou la non-divulgation de l'identité des mineurs. Un report de la publication peut être souhaitable, pour permettre de chercher un complément d'information susceptible d'offrir un champ de vision plus large.

Art. 12

Même en dehors du cadre de leur mission d'information, les journalistes considéreront toujours l'incidence éventuelle d'une intervention publique par rapport à la nécessité d'être crédibles. Le destinataire de l'information doit pouvoir se fier à l'intégrité de celui qui la donne.

Art. 11

In het licht van het morele gemeenschapsrecht op informatie mag geen enkel onderwerp onbespreekbaar zijn. Toch moet dit recht worden getoetst aan even rechtmatige persoonlijkhedsrechten, zoals het recht op eigen afbeelding, en de identiteitsverhulling van minderjarigen. Uitstel van publikatie kan gewenst zijn, om toe te laten aanvullende informatie te zoeken die een breder blikveld kan openen.

Art. 12

Ook buiten het kader van hun verslaggevende opdracht, zullen nieuwsgaarders steeds de mogelijke weerklank van een openbaar optreden afwegen tegenover de betrouwbaarheidsvereiste. De gebruiker van berichtgeving moet kunnen vertrouwen op de integriteit van de berichtgever.

Wim VERREYCKEN.
Jurgen CEDER.